



(<http://www.leconomiste.com>)

[Accueil](#) > «La fin de l'euro engendrerait le chaos!» Entretien avec Michel Aglietta, économiste français

---

# «La fin de l'euro engendrerait le chaos!» <br><i>Entretien avec Michel Aglietta, économiste français</i>

Créé le 2011-05-05 08:42:30

**La régulation du système financier et monétaire international semble des plus ardues. Toutefois, pour Michel Aglietta, combiner le capitalisme et le progrès social, c'est possible. Concernant la Chine, moteur de l'économie mondiale, pas de panique. Son système financier n'est pas près de se rouiller. Quant à l'euro, pour l'heure, le scénario de sa disparition reste improbable. Néanmoins, s'il venait à se réaliser, ce serait tout bonnement le chaos. Retrouvez la suite de l'analyse de l'économiste Michel Aglietta sur le site de L'Économiste Magazine ([www.leconomiste-magazine.com](http://www.leconomiste-magazine.com) <sup>[1]</sup>). Il est auteur d'une vingtaine d'ouvrages sur les transformations du capitalisme, sur la monnaie et sur la globalisation, dont le livre grand public : «La crise: les voies de sortie», éd. Michalon, 2010.**

**- L'Économiste: La succession de crises augure-t-elle, selon vous, de l'autodestruction du capitalisme comme le prédisait Marx?**

**- Michel Aglietta:** Le capitalisme produit forcément des inégalités croissantes, car sa finalité c'est d'accumuler de l'argent pour lui-même. Toutefois, des systèmes institutionnels fonctionnels sont capables d'orienter l'accumulation dans le sens du progrès social.

Dans l'après-guerre, ça a été le rôle joué par les syndicats qui, grâce à la négociation, ont permis d'établir un lien entre le salaire réel et la productivité. Par conséquent, le revenu de l'ensemble de la population a crû en même temps que le capital s'accumulait. Pendant plus de 30 ans, la croissance a profité à tout le monde. Il est donc possible que le capitalisme se développe par l'intermédiaire de ses propres contradictions, qu'il produise des mécanismes politiques et engendre les bonnes institutions. C'est pour cela que j'insiste toujours sur le lien entre l'essence économique et les transformations politiques.

Ce qui se passe dans les pays arabes est un signe avant-coureur d'énormes transformations sociales à partir de luttes politiques, qui vont gagner le reste du monde, et notamment les pays avancés. C'est-à-dire, engendrer des institutions politiques capables de réguler le système, tout en maintenant les avantages de la mondialisation. Cela suppose, à la fois, des changements de régulation interne, la maîtrise de la finance, l'inversement des inégalités et une nouvelle gouvernance à l'international. On a l'impression que l'enjeu est tellement énorme que ça paraît irréalisable. Mais la possibilité de concevoir une forme de capitalisme adapté à la croissance durable du 21<sup>e</sup> siècle existe bel et bien.

**- La Chine est actuellement le moteur de l'économie mondiale. Son système financier présente-t-il des risques?**

- Le principal problème en Chine réside dans l'immobilier, détenu par les gouvernements locaux. Ces derniers, face à l'insuffisance des ressources fiscales, s'en servent pour tirer des ressources destinées à financer leurs dépenses. Ils recourent ainsi à l'expropriation des paysans de leurs terrains pour ensuite les revendre à des promoteurs, ou former des parcs industriels, en vue de dégager des rentes. Les terrains leur servent, également, de collatéral à des crédits, un peu comme les subprimes aux États-Unis. Ce qui a créé une bulle immobilière. Si les prix de l'immobilier se retournent, il peut arriver la même chose qu'aux États-Unis. A ce moment-là, les banques seront mises en difficulté.

Le gouvernement en est conscient et il cherche à gérer la situation progressivement. Pour ce faire, il rend plus difficiles les conditions d'achat de biens immobiliers pour les particuliers. Néanmoins, les banques chinoises ont été fortement recapitalisées ces dernières années, grâce à la croissance réalisée. Elles ont donc des ressources suffisantes pour absorber les pertes.

En outre, l'Etat central, contrairement aux pays développés, n'est pas endetté. Il aurait donc la possibilité de prendre à sa charge une partie des dettes insolubles si une crise éclatait. Il y a de fortes exagérations sur la nature des difficultés en Chine. Il faut se rappeler que l'Etat y demeure très puissant et qu'il n'est pas, ou du moins, très peu endetté.

**- Beaucoup se posent la question sur la pérennité de la zone euro. Si jamais l'euro disparaissait, quel en serait l'impact sur le système monétaire international?**

- Là on rentre dans des incertitudes très fortes... En présence de crises majeures de cette nature on ne peut pas prévoir, en tout cas quantitativement, les conséquences, mais l'on peut discerner les mécanismes qui pourraient se produire. La fin de l'euro entraînerait, d'abord, des problèmes massifs de variation des valeurs d'actifs, avec des pertes gigantesques de richesses pour certains créanciers. Il ne faut pas oublier qu'en Europe, les grandes banques européennes détiennent des actifs considérables sur les pays les plus fragiles, surtout les banques allemandes et italiennes. On pourrait avoir des pertes qui dépassent le capital qui a été décidé par la nouvelle règle de base, destinée à augmenter les fonds propres des banques. Et comme les banques ont encore des créances sur le secteur privé (notamment l'immobilier) dans leur bilan, ça augmenterait fortement leurs créances douteuses et fragiliserait tout le système. En outre, ça serait le chaos dans les taux de change des monnaies nationales, qui seraient recrées à des valeurs qu'on ne connaît pas. Le marché serait donc pendant longtemps dans l'incertitude totale. Entre temps, il y aurait des fluctuations de change énormes, des faillites et des pertes considérables. Enfin, en Europe, ça serait le retour des dévaluations compétitives, accompagné d'un appauvrissement général. Les effets de retour sur le dollar et les Etats-Unis seraient également importants, du fait de l'interdépendance des économies. C'est vraiment un univers chaotique qui résulterait de cela...

**- Ce n'est finalement dans l'intérêt de personne que ça arrive...**

- En effet, mais vous savez, le problème c'est qu'on arrive à des situations dans lesquelles un enchaînement de déséquilibres devient immaîtrisable, car il produit des phénomènes d'accélération. On passe ainsi à des seuils à partir desquels on n'arrive plus à régler quoi que ce soit. D'autant plus que les intérêts deviennent opposés à court terme. Il s'agit là d'éviter que ces complications se produisent et nous conduisent à un risque systémique, plutôt que de les rattraper à la dernière minute. Pour cela, il faudrait réformer les institutions pour que les Etats soient capables de mieux réguler les économies. Sans oublier, bien sûr, un aspect essentiel dans lequel on n'a pas été assez loin, la régulation de la finance.

Propos recueillis par

Ahlam NAZIH



Europe

**Liens:**

[1] <http://www.leconomiste-magazine.com>